LES TROUS DE MÉMOIRE : LES MULTIPLES USAGES ET ABUS DE L'HISTOIRE

HECTOR MACKENZIE est historien senior au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada (un poste qu'il occupe depuis 1991). Formé à l'Université de Toronto et à l'Université d'Oxford (d'où il a reçu son doctorat), il a enseigné à l'Université de Toronto et l'Université Western Ontario avant de se joindre au ministère des Affaires extérieures en tant qu'historien en 1989. Il a édité deux volumes de la série *Documents on Canadian External Relations* et a publié de nombreux articles et commentaires sur l'histoire des relations internationales du Canada. Dr Mackenzie est professeur auxiliaire au Département d'Histoire de l'Université Carleton, où il a enseigné des cours sur l'histoire du Canada et ses relations internationales.

RÉSUMÉ

Trop souvent, il est assumé par les défendeurs et les lecteurs que certains faits, dates ou événements forment un corps de connaissances objectives qui peut être testé précisément par des questions à format vrai/faux ou à choix multiples afin de déterminer notre compréhension nationale de l'histoire – ce qui pourrait être décrit comme une approche « quiz national » ou « Trivial Pursuit » à notre passé. Après un examen approfondi, toutefois, on constate que les questions posées nous informent plus sur les attitudes de ceux qui les posent qu'elles sont susceptibles de nous informer sur les connaissances des répondants. Avec des définitions et objectifs différents (et souvent contradictoires), l'histoire semble avoir survécu à ses chantres et accusateurs. Si les Canadiens peuvent survivre aux tentatives bien intentionnées, mais mal dirigées, de vérifier et corriger leur ignorance du passé, ainsi qu'aux multiples efforts à employer des images de l'histoire, que ce soit fiable ou non, pour façonner leurs points de vue sur le présent, ils pourront sans doute réaliser que l'histoire a beaucoup à offrir aux curieux, même si ses « leçons » sont souvent incertaines ou ambiguës.

Au cours des quatre décennies depuis la fondation de l'Association d'études canadiennes, les lamentations au sujet de l'enseignement et de la compréhension de l'histoire au Canada ont été persistantes et, parfois, prééminentes. Celles-ci ont été entrelacées avec les inquiétudes – et les prédictions parfois effrayantes – au sujet de la négligence ou de la sous-évaluation des archives, des bibliothèques et autres dépositaires clés de notre patrimoine national. Surtout en période de restriction budgétaire et de préoccupation avec les budgets actuels à tous les niveaux de gouvernement, il est difficile pour les décideurs d'octroyer la priorité à des programmes ou à des objectifs dont l'impact est à long terme plutôt qu'immédiat. Les archivistes et les historiens ont toujours dû composer avec des arguments questionnant la pertinence et l'influence de leur travail, querelles qui sont amplifiées lorsque les fonds publics semblent rares. Pour sa part, l'AEC a fait partie de la solution, pas du problème. Grâce à ses conférences

et ses publications, ainsi que ses sondages d'opinion publique, elle a fait prendre conscience de la diversité des interprétations de l'histoire canadienne, ainsi que de son impact sur l'éducation et sur les politiques publiques contemporaines, et ce sans exagérer la nécessité de mesures correctives.

Du point de vue d'un historien professionnel travaillant dans la fonction publique fédérale, avec de nombreux contacts dans le milieu universitaire au Canada et à l'étranger, il semble que certains aspects de la crise perpétuelle sont peut-être exagérés, tandis que certains des remèdes (ou, plus exactement, des actions proposées ou prises en réponse aux inquiétudes exprimées) semblent problématiques.

Trop souvent, il est supposé que certains faits, dates ou événements forment un corps de connaissance objective qui peut être testé de façon précise par des questions à vrai ou faux ou à choix multiple afin de saisir la compréhension nationale de l'histoire – ce qu'on pourrait décrire comme une approche quiz national ou Trivial Pursuit à notre passé. Sous examen plus attentif, cependant, les questions posées en révèlent beaucoup plus sur les attitudes de ceux qui les posent qu'ils sont susceptibles d'en révéler sur les connaissances des répondants. En outre, l'incapacité à répondre correctement à des questions arbitraires qui demandent souvent de poser un jugement de valeur n'indique pas nécessairement un manque de compréhension, mais peut-être plutôt un rejet implicite des assomptions sous-jacentes sur ce qui est le plus important de savoir. Par ailleurs, quelles sont les implications ou les conséquences d'un trop grand nombre de réponses incorrectes ? Quelle est la note de passage ?

À l'intersection de l'histoire et du mythe, il ne manque pas d'experts qui sont certains que les Canadiens ont besoin d'en savoir plus sur leur sujet favori (mais selon la façon dont ce sujet est compris par ces soi-disant experts) afin de devenir de meilleurs citoyens – plutôt que de croire à des légendes héroïques ou de souscrire à des croyances dépassées. Une grande partie de l'encre renversée ou des octets consommés prouve simplement que l'histoire n'a pas la certitude ou l'exactitude que beaucoup aimeraient qu'elle possède.

Il n'est sans doute pas surprenant que l'utilisation de questions sur le passé comme test d'instruction civique a été adoptée par les membres du gouvernement qui s'occupent de l'immigration et de la citoyenneté. Les questionnaires pour les nouveaux Canadiens sont sans doute l'expression ultime de cette conviction que la connaissance de détails spécifiques démontre une compréhension des valeurs fondamentales et des expériences nationales. Peut-être inévitablement, la question plus large de savoir comment interpréter l'histoire du Canada attire divers organismes et ministères du gouvernement et leurs ministres, qui peuvent trouver une justification des priorités et des politiques actuelles dans des précédents sélectivement tirés du passé. Avec ou sans des programmes élaborés à cet effet, tous les gouvernements depuis la Confédération ont vu l'histoire à travers le prisme des besoins politiques ou des préjugés actuels. Les commémorations, y compris les monuments et les publications sur papier glacé destinées à la distribution de masse (ou, de nos jours, à la diffusion sur le Web) en disent elles aussi souvent davantage sur les priorités ou les positions actuelles que sur l'histoire du Canada. Aussi regrettable pour les historiens qu'elle soit, cette tendance n'est ni exceptionnelle, ni particulièrement répréhensible. Chaque gouvernement considère naturellement le passé à travers le prisme du présent comme toile de fond, justification ou précédent pour ses politiques et programmes.

Comme de récents sondages de l'AEC l'ont démontré, toutefois, les citoyens ne souscrivent pas toujours aux vues officielles du passé ou ne se rappellent pas des « leçons » disséminées par les « produits de communication », même quand les messages ont été transmis de manière cohérente et omniprésente à travers une myriade de médias. Les Canadiens peuvent choisir parmi de nombreux chemins disponibles pour comprendre l'histoire. La culture populaire et les leçons scolaires mal apprises sont probablement une influence plus puissante que les programmes ou campagnes gouvernementaux (alors que ceux-ci ont toujours plus d'influence que la recherche académique). Par ailleurs, lorsque le commerce recoupe avec l'histoire ou le mythe, cette combinaison l'emporte souvent sur d'autres formes d'enseignement public. Ainsi, Laura Secord est encore aujourd'hui mieux connue des Canadiens comme une marque de confiserie plutôt que l'héroïne célèbre des capsules historiques à la télévision ou la digne statue près du Monument commémoratif de guerre à Ottawa, et encore moins comme une personne réelle ayant vécu dans le passé.

Lorsque les marchés sont inondés de produits indifférenciés aux mérites comparatifs incertains, certaines entreprises ont découvert les avantages commerciaux de l'histoire comme la nostalgie ou la réassurance. Pensons par exemple à l'utilisation d'images sépia (ou d'enregistrements anachroniques d'époques antérieures à l'utilisation du film) où des fondateurs sans doute vertueux proclament l'intégrité de leurs produits avant qu'on entende un narrateur affirmer que l'entreprise, indépendamment des mérites de ce qu'elle revendique, fait toujours les choses de la même façon et défend les mêmes valeurs. De toute évidence, dans cette équation, plus vieux c'est mieux. Même lorsque confronté au monde habituellement hyperbolique des sports, ce triomphe de la marque sur la figure historique n'est pas inconnu. Après tout, Tim Horton est sans doute mieux connu aujourd'hui comme un fournisseur de café et de beignes plutôt qu'un défenseur talentueux pour les Maple Leafs de Toronto, même s'il a joué durant cette époque révolue – certainement mythique aux yeux des amateurs modernes – lorsque l'équipe a remporté la Coupe Stanley.

En contrepoint à la nostalgie complaisante, des plaintes importantes ont été soulevées au cours des années à propos de l'exclusion ou de la marginalisation de certains groupes dans les récits dominants de l'histoire du Canada, en particulier ceux reproduits dans les manuels scolaires au fil des ans. Les gouvernements ont parfois trouvé l'histoire un peu ingrate malgré l'attention qu'on lui porte, alors que des regards critiques sont posés sur des versions romantiques ou idéalisées du passé pour voir émerger amplement de preuves de l'existence de conséquences inattendues. En effet, la notion de ce qui constitue « des preuves » ou des données historiques a été à juste titre contestée pour avoir privilégié l'approche et les prises de position des groupes dominants de la société. Comme le passé a été réexaminé, les gouvernements ont été obligés de s'excuser pour des méfaits passés, pour lesquels ils ne portaient pas de responsabilité directe – bien que de dire pardon génère parfois des avantages politiques pour ceux qui les prononcent.

Les demandes de remédier aux erreurs passées incluent maintenant toujours une demande pour des excuses et généralement une demande d'indemnisation. Trop souvent, des griefs peuvent être revendiqués et des excuses faites sans tenir compte des circonstances dans lesquelles l'action originale a été prise. Les victimes sont traitées comme des martyrs définitifs, même si cette caractérisation peut dénaturer leur rôle réel ou leur comportement tel qu'il était perçu à l'époque. Politiquement, il y a beaucoup à gagner de la magnanimité et beaucoup à perdre en mettant ostensiblement en doute la validité des plaintes ou le besoin de réparation. Pour les chercheurs, l'ambiguïté ou l'incertitude peuvent être banales et bienvenues, mais pour les politiciens le doute peut être dangereux.

Bien sûr, il y a des cas majeurs impliquant des condamnations justifiées de comportements passés – au Canada, les exemples les plus marquants ont été le traitement des Canadiens d'origine japonaise pendant et immédiatement après la Seconde Guerre mondiale et le catalogue grotesque d'abus des enfants des Premières nations dans le système des pensionnats indiens, ainsi que le traitement des peuples autochtones du Canada en général. Dans ce dernier cas, cela a conduit à un processus, différant peu de celui qui traitait avec l'apartheid et ses conséquences en Afrique du Sud, cherchant la « vérité et la réconciliation » – deux objectifs dignes, même si insaisissables. D'autres parties lésées, présentant des cas moins probants pour des mesures correctives, traitent néanmoins le passé comme un référentiel de preuves pour leur acte d'accusation, et les informations et évaluations contraire sont traitées comme de l'hérésie mesquine ou des mensonges malveillants. Bien que cette approche unilatérale puisse être appropriée pour les litiges et le lobbying, elle ne doit pas être confondue avec une quête pour la compréhension historique. Malgré tout, ce phénomène reflète un intérêt dans le passé qui peut stimuler l'intérêt général.

Pour certains commentateurs de l'actualité, des changements mineurs à court terme dans l'allégeance politique ou des variations dans les réponses aux questions sur les valeurs et les croyances – le pain quotidien des firmes de sondage – peuvent être transformés en grands réalignements à signification importante et durable. Dans ce scénario, un récit sélectif de l'histoire devient l'arrière-plan ou le préambule, tout simplement le paysage sur lequel la vigne de l'affirmation est greffée.

Bien sûr, une autre façon dont les Canadiens interagissent avec l'histoire est par une variation contemporaine sur le culte des ancêtres, la généalogie. Si l'espace consacré à cette poursuite dans des établissements tels que les Archives nationales du Royaume-Uni et la fréquence des demandes de recherches à Bibliothèque

et Archives Canada sont des mesures fiables, alors cette quête de nos ancêtres est certainement florissante, créant ainsi un groupe important de militants pour la préservation de documents gouvernementaux et de leur accès à grande échelle. Plutôt que de se moquer de leur avancées parfois capricieuses et souvent naïves à travers les broussailles de notre passé enregistré, les historiens et les archivistes feraient bien d'enrôler ces amateurs passionnés comme alliés dans la lutte pour sauver notre patrimoine documentaire et le rendre accessible à tous ceux qui voudront peut-être le consulter, quelle que soit leur motivation ou leur formation. Après tout, il semble probable que les généalogistes soient plus nombreux et ont sans doute aussi plus d'influence que les professionnels dont les intérêts et les conseils sont trop facilement, et à peu de frais politique, ignorés par ceux qui sont au pouvoir.

Ainsi, sous diverses formes, avec différentes définitions et objectifs (souvent contradictoires), l'histoire semble avoir survécu à ses chantres et accusateurs. Comme les diverses activités de l'AEC le démontrent, l'histoire n'est pas seulement un sujet durable mais qui présente aussi une diversité remarquable. Si les Canadiens peuvent survivre aux tentatives bien intentionnées, mais mal pensées, de vérifier puis de corriger leur ignorance du passé, ainsi qu'aux multiples efforts faits pour utiliser des images de l'histoire, que ce soit fidèle historiquement ou non, et réussir à se forger une opinion sur le présent, ils pourront simplement constater que l'histoire a beaucoup à offrir aux curieux, même si ses « leçons » sont souvent incertaines ou ambiguës.

Il en reste certainement assez pour garder l'AEC occupée et productive pour quatre autres décennies – et plus encore.